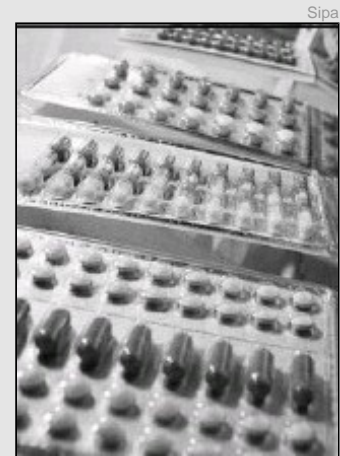


Popularité de l'article ■ ■ ■ ■ ■

L'importation parallèle de médicaments touche la France

Les différences de prix encouragent les mouvements frontaliers.

FERYEL GADHOUM



La France est l'un des derniers pays de l'Europe de l'Ouest à avoir autorisé les importations parallèles, après une condamnation de Bruxelles.

PHARMACIE « BIENTÔT des médicaments 10 % moins cher en pharmacie. » C'est la promesse que nous fait l'Association des importateurs parallèles de médicaments (EAEP). Le principe est le même pour d'autres marchandises comme les voitures, l'alcool ou les parfums. Le prix d'une même spécialité thérapeutique varie très fortement d'un pays européen à l'autre, en raison des taxes, des réglementations et du nombre d'intermédiaires... Parfois la différence va du simple au double. Or, en vertu du traité de Rome, les marchandises peuvent circuler librement au sein de l'UE. Les grossistes répartiteurs se sont engouffrés dans cette brèche. Ils achètent les médicaments beaucoup moins cher au Portugal, par exemple, pour les revendre en Grande-Bretagne, à des prix inférieurs au prix de marché.

En France deux médicaments importés ont reçu leurs autorisations de mise sur le marché cette année. Ils proviennent l'un du Portugal, Coversyl des Laboratoires Servier et l'autre d'Espagne, Permixon de Pierre Fabre. Ils devraient être commercialisés début 2007. Assisterons-nous à une déferlante ? Rien n'est moins sûr, selon JeanLuc Delmas, président de la section distribution de médicaments à l'ordre national des Pharmaciens. Il explique que « tant qu'il n'y a aucune incitation financière ni réglementaire pour les pharmaciens, la pompe n'est pas amorcée ».

En attendant, avant d'arriver sur le marché les médicaments importés subiront quelques transformations. Les boîtes seront ouvertes et reconditionnées, mais les blisters qui protègent les comprimés restent intacts. Le nom n'étant pas toujours le même, il faudra adopter la dénomination locale et indiquer clairement que le produit est importé. Une phase de reconditionnement que critiquent les laboratoires pour qui ces manipulations sont dangereuses. Ce serait aussi parfois l'occasion de l'introduction, sur les marchés, de médicaments contrefaits.

Les labos cherchent la parade

La France est l'un des derniers pays de l'Europe de l'Ouest à avoir autorisé les importations parallèles, après une condamnation de Bruxelles. Il faut dire aussi que pour les importateurs, le marché n'est pas aussi juteux que le Danemark, la Grande-Bretagne et la Suède. Les prix des médicaments sont dans la moyenne haute pour ces derniers pays alors que les traitements coûtent peu cher en France, grâce au mécanisme de remboursement par la Sécurité sociale.

C'est ce type d'organismes que les importateurs tentent de convaincre. Ils s'appuient sur une étude faite par l'University of Southern Denmark pour affirmer que le commerce parallèle a permis de réaliser des économies de 441 millions d'euros en 2004 au Danemark, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en Suède. Le taux de pénétration des médicaments parallèles est déjà élevé dans ces pays, 17,6 % au Royaume-Uni, 12,2 % au Danemark.

Des données contestées. Une étude de la London School of Economics n'a, au contraire, constaté aucun avantage en terme de baisse des prix pour les patients. L'étude démontre surtout que les importateurs bénéficient complètement du système. Leur chiffre d'affaires s'élève à près de 4 milliards d'euros par an, soit 3 à 4% dumarché européen des médicaments.

Pour limiter la casse, des laboratoires appliquent un système de « dual pricing ». Concrètement, le laboratoire fait une estimation de la consommation de son produit dans un pays donné, par exemple le Portugal. Toutes les commandes dépassant ce seuil sont réputées devoir être réexportées. Le laboratoire fixe donc un prix pour le produit consommé sur place et un autre plus élevé pour les produits sortants. La Commission européenne a interdit cette pratique. Du coup, la tentation est grande, pour les laboratoires de restreindre les ventes de certains médicaments dans les pays exportateurs. Au risque d'organiser une pénurie de médicaments, pourtant indispensables pour les populations locales.